Blanchard (Marianne). *Les Écoles supérieures de commerce. Sociohistoire d'une entreprise éducative en France*

Paris : Classiques Garnier, 2015, 412 p.

Hervé Joly

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/3005>

DOI : 10.4000/histoire-education.3005

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2014

Pagination : 270-273

ISBN : 978-2-84788-651-1

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Hervé Joly, « Blanchard (Marianne). *Les Écoles supérieures de commerce. Sociohistoire d'une entreprise éducative en France* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 142 | 2014, mis en ligne le 31 décembre 2014, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/3005> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.3005>

affirmations quelque peu hâtives, sur l'intérêt porté aux jeunes filles à la Belle Époque (p. 18), l'autonomie des lycées (p. 29) et certaines représentations, qui mériteraient d'être interrogées, sur «l'éternelle défiance et scepticisme anglais vis-à-vis des Français» (p. 100) ou lors de comparaisons contestables entre le lycée et l'«école très «Troisième République»» d'Afrique du Nord (p. 107).

La démarche adoptée par les auteurs tend à considérer l'établissement dans sa globalité, ne négligeant ni les questions matérielles et financières, ni les acteurs non-enseignants – notamment les élèves et les personnels administratifs – suivant les pistes indiquées par Yves Gaulupeau⁴ puis Marie-Madeleine Compère et Philippe Savoie⁵. Par la spécificité de son objet et la diversité des thématiques qu'il aborde, reliant l'établissement au contexte dans lequel il vit, cet ouvrage est une contribution précieuse et très originale à l'histoire d'un pan peu connu du système éducatif français. Il tire de l'ombre, avec les personnels, les professeurs et les élèves – les études où ces derniers sont pris comme objet sont assez rares pour qu'on le mentionne – un type méconnu d'établissement scolaire, ambassadeur d'une institution au sein de laquelle il est à la fois une exception et un lieu commun. En s'achevant sur la présentation des autres établissements scolaires français de Londres, cette monographie pose des jalons pour étudier les relations de complémentarité et de concurrence entretenues par le lycée au sein et en dehors du réseau des établissements français de Londres. Ce travail historique donne autant de pistes nouvelles pour s'interroger sur les objectifs et moyens de la diplomatie culturelle française au Royaume-Uni.

Pierre Porcher

BLANCHARD (Marianne)

Les Écoles supérieures de commerce. Sociohistoire d'une entreprise éducative en France

Paris : Classiques Garnier, 2015, 412 p.

Ce livre, issu d'une thèse de sociologie, présente une remarquable synthèse sur un objet étonnamment méconnu, les écoles supérieures de commerce

4 Yves Gaulupeau, «Histoires d'établissements scolaires», *Histoire de l'éducation*, n°22, Paris, INRP, 1984, p. 59-67.

5 Marie-Madeleine Compère et Philippe Savoie, «L'établissement secondaire et l'histoire de l'éducation», *Histoire de l'éducation*, n°90, Lyon, INRP, 2001, p. 5-20.

(ESC). Si l'on dispose de plusieurs monographies sur les grands établissements parisiens, l'École des hautes études commerciales (HEC) en particulier, ceux de province restent, à quelques mémoires universitaires non publiés près, un trou noir bibliographique. Cet ouvrage ne peut prétendre à lui seul le combler dans la mesure où, s'il se réclame de la sociohistoire, le premier siècle des ESC, jusqu'à la réforme de 1965 qui consacre en partie leur statut de « grande école » par l'élévation du niveau de recrutement, n'est traité que dans un premier chapitre. Le reste du plan, organisé de manière chronologique, fait la part belle aux années 1970-2000, marquées encore par de profonds bouleversements du paysage des écoles. La méthode historique classique, appuyée sur des archives (fonds des chambres de commerce et d'industrie de Paris et de Marseille pour les écoles qu'elles gèrent, de la Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises-FNEGE aux Archives nationales du monde du travail, du ministère de l'Éducation nationale aux Archives nationales), cède progressivement la place, de manière plus habituelle en sociologie, à des sources imprimées et à des entretiens particulièrement nombreux (une quarantaine auprès de responsables de formation, d'enseignants, de journalistes, etc.).

Ce travail a aussi le grand mérite d'être articulé autour d'une perspective : il s'agit d'étudier l'essor de ces établissements sans le considérer comme une évidence qui répondrait à une demande sociale plus ou moins tautologique ; en introduisant des éléments de comparaison internationale qui montrent que d'autres évolutions vers un rapprochement avec le modèle universitaire étaient possibles, l'auteure met l'accent, dans une perspective qui se veut institutionnaliste, sur « les logiques internes aux écoles » (p. 19). Comme le souligne le sous-titre, on a là affaire à des « entreprises éducatives » qui ont leurs propres impératifs.

Plusieurs questions reviennent en fil rouge à travers tout l'ouvrage. Il y a d'abord celle du recrutement qui place les écoles, jusqu'à aujourd'hui, dans une contradiction permanente : pour pouvoir prétendre au statut d'ailleurs dépourvu de base légale de « grandes écoles » – puisqu'il relève de la seule appréciation d'une association de droit privé, la Conférence des grandes écoles –, il leur faut répondre à des exigences de sélection à l'entrée associées au passage d'un concours ; mais, comme elles se financent en grande partie par les droits d'inscription, il leur faut aussi moduler leurs attentes pour accueillir un nombre suffisant d'élèves, la simple exigence du baccalauréat étant longtemps un obstacle. Les ESC se sont ainsi trouvées confrontées à plusieurs reprises de leur

histoire, jusqu'à ces dernières années, à de graves crises de recrutement qui ont pu remettre en cause l'existence de certaines d'entre elles. Alors que longtemps la nécessité même d'une formation autre que sur le tas aux métiers du commerce était en cause, c'est, dans la période récente, la concurrence d'autres formations bien moins onéreuses qui les menace. L'auteure rappelle bien à quel point les étapes ont été longues jusqu'à un alignement sur le modèle des grandes écoles d'ingénieurs, qui ne s'est véritablement concrétisé qu'en 1994 avec l'extension à deux ans des classes préparatoires.

Une autre question majeure est celle de la relation très ambiguë qu'entretiennent les ESC avec l'État. Si leur création a toujours relevé d'une initiative privée, et si leur statut reste privé, la plupart dépendent pour leur gestion et leur financement de chambres de commerce et d'industrie qui sont des établissements publics. Surtout, la question de la reconnaissance par l'État a toujours été un enjeu majeur. Ce dernier leur a permis, avec la loi militaire de 1889, de connaître un premier essor très artificiel, motivé par la seule volonté des milieux bourgeois de bénéficier d'une réduction de trois à un an du nouveau service universel. La reconnaissance impliquait que l'État se mêle par décrets des conditions d'admission et des programmes d'enseignement. À partir de 1921, les diplômes et certificats sont délivrés à la sortie sous le contrôle du secrétaire d'État à l'Enseignement technique. Les réformes de 1937, 1947 et 1965 constituent de nouvelles étapes dans la normalisation des ESC. Le financement par l'État de classes préparatoires en grande partie publiques représente un autre enjeu. À partir des années 1990, les ESC doivent se soumettre à des exigences d'évaluation publique. Dans les années 2000, elles obtiennent le droit de délivrer des masters. Toutes ces réglementations n'empêchent pas les ESC de garder une importante marge de manœuvre dans leur organisation, ce qui les amène notamment à constituer des coalitions mouvantes, avec des hiérarchies disputées dans lesquelles certaines comme celles de Lyon ou de Reims cherchent à se démarquer des autres provinciales pour se rapprocher des parisiennes. Plus récemment, la tendance est aux fusions, pas toujours basées sur des proximités géographiques, afin d'atteindre une taille critique.

Un autre enjeu plus récent est celui de la reconnaissance académique. Longtemps, les ESC l'avaient ignorée en ce tenant à l'écart du modèle universitaire. Les exigences devenues incontournables d'une accréditation internationale les obligent à s'y conformer, en particulier en matière de recherche. Mais l'auteure montre très bien le caractère superficiel de cette évolution. Si

les écoles sont contraintes de s'offrir quelques enseignants-chercheurs à qui assez de temps est laissé pour publier des articles dans des revues reconnues, le gros des enseignements reste assuré par des chargés de cours qui ne font pas de recherche ; par ailleurs, les élèves ne sont guère associés à une recherche qui ne constitue pas un objectif pour la plupart d'entre eux.

En conclusion, l'auteure montre bien le caractère incertain de la réussite des ESC. D'un côté, elles peuvent apparaître, par leur autonomie et l'importance de leurs ressources propres issues des droits d'inscription et de la formation continue, comme annonciatrices d'évolution en cours dans l'ensemble de l'enseignement supérieur. De l'autre, elles restent très fragiles parce qu'elles constituent justement une offre à coût élevé, dont la justification repose largement sur une forte sélectivité à l'entrée plus affichée que réelle, les filières de contournement des classes préparatoires étant de plus en plus nombreuses. Ce livre, s'il deviendra une référence indispensable, n'épuisera (heureusement) pas le sujet. L'histoire des ESC de province en particulier est encore largement à écrire par en bas. L'évolution des corps enseignants, des cours et des programmes est à approfondir. La sociologie des élèves – peu présents ici autrement que par des statistiques générales – et de leurs trajectoires professionnelles reste également à faire.

Hervé Joly

LAOT (Françoise F.), ROGERS (Rebecca) (dir.)

Les sciences de l'éducation. Émergence d'un champ de recherche dans l'après-guerre

Rennes : Presses universitaires de Rennes (coll. « Histoire »), 2015, 317 p.

Résultat d'un séminaire interuniversitaire de plusieurs années, cet ouvrage collectif présente une réelle unité. Les différents contributeurs ont effectué des recherches de première main, dans les archives, la presse spécialisée, les actes de colloque ou de congrès ; ils ont mobilisé les témoignages des acteurs, si bien qu'ils mettent à jour des pans entiers d'une histoire mal connue et tiennent les promesses de leur titre.

L'on date généralement de l'année universitaire 1966-1967 l'émergence des sciences de l'éducation en France, avec la création d'une licence (décret du